

N° 4921⁵

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2001-2002

PROJET DE LOI**sur la protection juridique des services à accès conditionnel
et des services d'accès conditionnel**

* * *

AVIS DE LA CHAMBRE DE TRAVAIL

(17.6.2002)

Par lettre en date du 26 février 2002, M. le Ministre délégué aux Communications a saisi pour avis notre chambre du projet de loi sur la protection juridique des services à accès conditionnel et des services d'accès conditionnel.

Le projet de loi tend à transposer la directive 98/84/CE du Parlement européen et du Conseil du 20 novembre 1998 concernant la protection juridique des services à accès conditionnel et des services d'accès conditionnel.

La directive a pour objet d'endiguer le phénomène de la piraterie qui se traduit notamment par la fabrication et la mise sur le marché de matériels de décodage ou de décryptage illicites, c'est-à-dire non autorisés par le fournisseur du service, ainsi que par des activités accessoires, telles que la publication de magazines spécialisés et la création de services d'entretien et d'après-vente.

Voilà pourquoi la transposition de la directive entraînera une amélioration de la protection juridique des prestataires de services à accès et d'accès conditionnel, car il est proposé d'une part de prévoir dans ce domaine une action en cessation spécifique des activités illicites, dont la recevabilité n'est pas soumise à l'existence d'une situation concurrentielle, et d'autre part de créer de nouvelles infractions afin de sanctionner pénalement les activités illicites. Dans le cadre d'une procédure pénale, la saisie du matériel illicite pourra être ordonnée par le juge d'instruction et la confiscation et destruction pourront être prononcées ultérieurement par les juridictions du fond. L'action pénale répondra ainsi aux attentes de la victime pour qui l'élimination des circuits commerciaux du matériel illicite ainsi que sa suppression définitive sont primordiales. En outre, la voie répressive présente l'avantage d'avoir un effet dissuasif réel dans la mesure où l'éventualité de sanctions pénales est susceptible de provoquer l'arrêt des activités illicites alors que l'éventualité d'une condamnation à des dommages et intérêts ne produit pas le même effet d'intimidation en raison des recettes et bénéfices considérables générés par ces activités illicites.

Tout en marquant son accord au projet de loi sous avis, notre chambre fait les observations suivantes:

- La Chambre de travail constate que la télévision payante semble être arrivée à un certain seuil de saturation en Europe. Un Européen sur cinq est abonné à une chaîne de télévision payante, alors qu'aux Etats-Unis, ce sont 4 consommateurs sur 5.¹

La raison en est le haut degré de diversité des chaînes „gratuites“, tant publiques que commerciales, qui offrent une multitude de programmes (information, culture, films, sport etc.).

La Chambre de travail est d'avis que cette situation doit continuer. Elle estime en effet qu'il serait inconcevable que la qualité des chaînes non payantes fût réduite afin de rendre les services à accès conditionnel plus attrayants. Les ménages au Luxembourg devraient également à l'avenir avoir accès aux chaînes de télévision non payantes de façon inconditionnelle, étant donné que l'information et la culture font partie du service public.

¹ The Economist, 13 avril 2002

Il doit par conséquent être évité que les chaînes cryptées s'assurent moyennant de sommes d'argent considérables le monopole de distribution d'émissions de grand public que les téléspectateurs ne peuvent regarder que s'ils sont abonnés à ces chaînes.

- Une raison importante du piratage au Luxembourg consiste dans l'impossibilité d'avoir légalement accès à certaines chaînes payantes en raison du fait que celles-ci ne sont pas présentes sur le marché luxembourgeois, comme la chaîne allemande Premiere. Les clients potentiels ont alors la possibilité de s'abonner en Allemagne moyennant une adresse allemande (et d'entrer éventuellement en conflit avec un autre distributeur au Luxembourg de la même émission télévisée) ou alors de pirater les émissions. Ce piratage semble d'ailleurs également être fait par certaines communes qui offrent dans leur réseau câblé les programmes en clair des chaînes à accès conditionnel.
- En ce qui concerne les sanctions pénales prévues dans le projet de loi, la Chambre de travail, sans s'y opposer, note cependant qu'elles sont très répressives et que l'Etat est beaucoup moins sévère en matière de droit du travail.

A titre de comparaison, les infractions aux dispositions du texte sous avis sont punies d'une peine d'emprisonnement de 8 jours à 2 ans et/ou d'une amende de 251 à 100.000 €. Les infractions aux dispositions de la loi du 17 juin 1994 concernant la sécurité et la santé des travailleurs au travail, qui peuvent causer la mort d'homme, ne sont passibles que d'une peine de prison de 8 jours à 6 mois et/ou d'une amende de 251 à 25.000 €.

- La Chambre de travail note que le Luxembourg est en retard en ce qui concerne la transposition de la directive, puisque le délai avait été fixé au 28 mai 2000. Cependant, elle demande de prévoir dans la loi une certaine période de transition afin que les entreprises qui offrent au Luxembourg des équipements d'accès conditionnel puissent se rendre conformes à la loi et éventuellement trouver une solution avec les chaînes à accès conditionnel.

Luxembourg, le 17 juin 2002

Pour la Chambre de travail,

Le Directeur,
Marcel DETAILLE

Le Président,
Henri BOSSI